



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2018

SERVICE PUBLIC **DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**



Si l'introduction du D.O.B. concernant le budget communal demeure valable pour les services publics de l'assainissement et de l'eau potable, notamment pour le contexte financier national, les réflexions suivantes peuvent être évoquées quant à l'évolution des dépenses et des recettes de ces services.

Suite au renouvellement du contrat de délégation du service public « eau potable », le budget « eau potable » est devenu un budget assujéti à la TVA à compter du **30 juin 2017**. De ce fait, les inscriptions et réalisations budgétaires sont désormais comptabilisées HT, la TVA étant reversée à la commune par l'Etat dans le cadre de déclaration de TVA.

0 – RESULTAT DE CLOTURE 2017

L'exercice 2017 clôture en excédent global avant restes à réaliser de 934 411€.

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 132 957,17	G 184 191,51	G-A 51 234,34
	Section d'investissement	B 92 515,91	H 128 666,25	H-B 36 150,34
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 462 620,07 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 384 406,25 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 225 473,08	Q= G+H+I+J 1 159 884,08	=Q-P 934 411,00

Après restes à réaliser, les deux sections du budget restent excédentaires ainsi :

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 132 957,17	= G+I+K 646 811,58	513 854,41
	Section d'investissement	= B+D+F 184 382,91	= H+J+L 610 636,50	426 255,59
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 317 340,08	= G+H+I+J+K+L 1 257 450,08	940 110,00

En 2018, 940 110€ sont disponibles pour financer de nouveaux projets.



1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT :

En ce qui concerne la section de fonctionnement, voici un résumé de la situation budgétaire au 31 décembre 2017 et une première estimation des dépenses et recettes 2018 :

1°) Les recettes :

Chapitre	CA 2016	CA 2017	BP 2018
70-surtaxe	106 861,81	115 998,36	120 000,00
74-prime épuration	35 018,83	32 301,39	33 000,00
042-transfert de subventions	35 413,00	35 891,76	35 892,00
Recettes réelles de fonctionnement	177 293,64	184 191,51	188 892,00

L'équilibre du budget de l'assainissement est assuré par le paiement par l'utilisateur d'une redevance dite « surtaxe ». Cette surtaxe est comptabilisée dans le chapitre 70-produits des services.

Produit estimé de la vente d'eau soumise à l'assainissement en 2018 : 120.000 €

La surtaxe se décompose en :

Une part fixe – abonnement =

16€ annuels HT

Une part variable – proportionnelle aux m3 consommés =

0.53€ / m3 HT

Pour une consommation moyenne de 120m3, la surtaxe assainissement représente le coût suivant :

Abonnement	16,00
Consommation	63,60
Total HT	79,60
TVA	7,96
Total TTC	87,56

2°) Les dépenses :

Chapitre	CA 2016	CA 2017	BP 2018
011-charges à caractère général	25 280,89	27 602,82	45 000,00
012-charges de personnel	4 979,82	9 877,64	10 500,00
65-charges de gestion courante			2 000,00
67-reversement excédent budget p	245,42	20,57	500 000,00
67-charges exceptionnelles			7 000,00
Dépenses de fonctionnement	30 506,13	37 501,03	564 500,00
042-amortissements	76 067,65	95 456,14	115 000,00
023-Virement			23 246,41
Dépenses de fonctionnement	106 573,78	132 957,17	702 746,41



Commentaires :

Les prévisions des charges à caractère général ont été portées à 45.000 € principalement afin d'assurer le reversement au délégataire de service public de la prime épuration de 33.000€.

Les prévisions des charges de personnel sont quasiment maintenues à leur niveau de 2017 et correspondent au temps passé par les agents administratifs (comptabilité, délibération) et techniques (suivi de chantier).

Les charges financières sont nulles, aucun emprunt n'ayant été contracté depuis plusieurs années et plus aucune dette n'étant due depuis 2014.

Les charges exceptionnelles représentent une sécurité en cas de quelconque remboursement à devoir.

Les dotations aux amortissements sont stabilisées à hauteur du budgétisé 2017.

L'élément significatif de ce projet de budget 2018 porte sur la proposition de reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement du budget « eau potable » vers le budget principal. Il est ainsi proposé de reverser 500 000€ d'excédent pour un résultat de clôture de fonctionnement 2017 de 513 854,41€.

La possibilité de reversement d'un excédent d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement a été expressément prévue par le 3° des articles R. 2221-48 et 90 du CGCT. Par ailleurs, le Conseil d'Etat a également fixé trois conditions cumulatives au reversement d'un excédent de fonctionnement d'un budget SPIC vers le budget principal de la commune de rattachement (CE, 9 avril 1999, Bandol):

- l'excédent dégagé au sein du budget SPIC doit être exceptionnel et ne saurait résulter de la fixation, à dessein, d'un prix trop élevé, destiné à faire financer par les usagers les dépenses du budget général de la collectivité de rattachement ;
- le reversement de l'excédent n'est possible qu'après affectation des plus-values nettes de cessions en investissement et après couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement ;
- enfin, le reversement n'est possible que si les excédents ne sont pas nécessaires au financement des dépenses d'investissement ou d'exploitation qui devraient être réalisées à court terme.

Dès lors, seuls les excédents exceptionnels résultant du fonctionnement d'un SPIC peuvent être reversés au budget principal de la collectivité de rattachement.

Les travaux d'investissement futurs seront financés par les excédents d'investissement conservés sur le budget « assainissement » d'un montant de 420 556,59€ ainsi que par le solde du résultat de fonctionnement.

Conclusions pour la section de fonctionnement :

En 2017, les recettes de fonctionnement excèdent de 51 234,34€ les dépenses de fonctionnement.

<u>LIBELLE</u>	<u>REALISATIONS</u> <u>2017</u>
Recettes de fonctionnement	184 191,51
Dépenses de fonctionnement	132 957,17
Excédent de fonctionnement	51 234,34

Cet excédent de l'exercice additionné au résultat reporté de 462 620,07€, la section de fonctionnement clôture donc en excédent de 513 854,41€.



2 - SECTION D'INVESTISSEMENT 2018

1-REALISATIONS 2017

DEPENSES :

Opération non individualisée	CA 2017
PL GAMBETTA/RUE NATIONALE	26 577,42
REFECTION DU RESEAU	13 248,00
DIAGNOSTIC RESEAU ASSAINISSEMENT	12 039,00
Dépenses d'équipement	51 864,42
Transfert de subventions	35 891,76
Créances de TVA	4 759,73
Dépenses d'investissement	92 515,91

RECETTES :

Nature de recettes	CA 2017
TVA	28 450,38
Recettes d'équipement	28 450,38
Amortissements	95 456,14
Créances de TVA	4 759,73
Excédent reporté	384 406,25
Recettes d'investissement	513 072,50

ETAT DES ENGAGEMENTS 2017 A INSCRIRE AU BUDGET 2018 :

OBJET DE LA DEPENSE	IMPUTATION	RESTE ENGAGE
REFECTION DU RESEAU	2315-200	2 712,00
EXTENSION RESEAU	2315-206	3 595,00
DIAGNOSTIC RESEAU ASSAINISSEMENT	2031-207	85 560,00
	TOTAL	91 867.00
OBJET DE LA RECETTE	IMPUTATION	RESTE ENGAGE
Subvention Ag Eau réseau Pl Gambetta Rue Nationale	13111-200	48.751.00
Subvention Ag Eau diagnostic réseau assainissement	13111-207	48.815.00
		97.566.00



Conclusions pour la section d'investissement :

En 2017, la section d'investissement clôture en excédent de 426 255.59€ après restes à réaliser.

<u>LIBELLE</u>	<u>REALISATIONS 2017</u>
Recettes d'investissement	513072,50
Dépenses d'investissement	92 515,91
Excédent d'investissement	420 556,59
Restes à réaliser	5 699,00
Excédent d'investissement	426 255,59

2 –PREVISIONS POUR LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET 2018 :

<u>Recettes</u>		<u>Dépenses</u>	
Virement de la section de fonctionnement 2018	23 246,41		
Recettes restant à réaliser 2017	97 566,00	Dépenses restant à réaliser 2017	91 867,00
Excédent d'investissement reporté	420 556,59		
Amortissement 2018	115 000,00	Transferts des subventions reçues	35 892,00
		Opérations d'équipement finançables	528 610,00
		<u>Sous total</u>	<u>528 610,00</u>
<u>TOTAL</u>	<u>656 369,00</u>	<u>TOTAL</u>	<u>656 369,00</u>



DEBATS

Section d'exploitation

M. PAZ demande comment est positionnée la Commune quant au prix de l'eau soumise à l'assainissement par rapport aux autres communes de même strate.

Mme PLANTON répond qu'elle n'a pas l'information mais qu'elle peut se la procurer auprès de l'Agence de l'Eau.

M. KINET revient sur l'excédent moyen de 50.000 € par an signalé dans le ROB et demande si la baisse de la taxe ne devrait pas être conseillée à la Commune pour l'adapter aux travaux d'investissement.

Section d'investissement

M. KINET indique son désaccord quant au chiffrage du coût des travaux de réfection de la Place Gambetta et de la Rue Nationale et à sa répartition entre le budget communal et celui de l'assainissement. Il regrette de n'avoir pas pu accéder aux factures payées et donc de ne pas avoir pu en vérifier les détails. Il se dit convaincu que certains postes ont été sous-estimés par l'entreprise dans leur affectation au budget d'assainissement et qu'ils auraient pu être triplés (pour au moins 100.000 €). Il précise que lors de la présentation des factures il aurait fallu demander à l'entreprise de les scinder en affectant plus de dépenses sur l'assainissement que sur la Commune (tranchées, revêtement, etc....) car les réseaux partent dans tous les sens sous la chaussée.

M. COEURDEUIL revient sur le discours de M. KINET relatif à l'opération comptable permettant de décharger le budget communal pour charger celui de l'assainissement aurait dû être réalisée en amont. Il s'étonne que M. KINET soit opposé au reversement de l'excédent de l'assainissement vers le budget communal car cela revient au même.

M. COLLAINE rappelle quant à lui à M. KINET que le reversement concerne l'excédent de fonctionnement et pas celui de l'investissement.

M. KINET en convient mais souligne que l'excédent moyen de 50.000 € des dix années précédentes aurait pu être transféré à la section d'investissement pour réalisation de travaux. Ce n'est qu'un artifice verbal.

M. COLLAINE souligne qu'il reste encore 500.000 € de crédits pour réaliser des travaux d'investissement.

M. KINET regrette qu'aucune étude n'ait été réalisée sur le chiffrage prévisionnel des travaux à réaliser dans l'avenir malgré ses demandes récurrentes. Il ne peut donc dire si 500.000 € suffiront.

M. VERDON fustige que jamais la commission des finances n'a validé les propositions budgétaires, il demande à ce que soit retiré cette affirmation sur l'ensemble des documents.

Mme TURINELLI indique que la Commission des Finances s'est réunie en même temps que le Conseil Municipal privé tenu en mars avec pour ordre du jour le DOB.

M. VERDON indique que la Commission des Finances aurait dû être réunie à part pour travailler sur les ROB et entériner les propositions. Il indique que l'ordre du jour ne précisait pas qu'il s'agissait d'une commission des finances mais précisément d'un Conseil Municipal Privé

Mme LEBERQUIER approuve l'intervention de M VERDON.

Mme TURINELLI indique qu'un compte-rendu a été rédigé à la suite de cette réunion privée et diffusé auprès des Conseillers.

FIN DES DEBATS

Le Conseil Municipal prend acte à l'unanimité MOINS DEUX ABSTENTIONS (MM. VERDON et KINET) des diverses propositions financières de Monsieur le Maire, entérinées par la Commission des Finances, tant pour le fonctionnement que pour l'investissement de l'exercice 2018.



Le Val, 03 avril 2018

Le Maire,

Bernard SAULNIER